



SYNTHÈSE du rapport ONPV 2020

Vulnérabilités et ressources
des quartiers prioritaires de
la politique de la ville

*L'articulation entre fragilité sociale
et ressources individuelles ou collectives
des habitants est fondatrice pour
la politique de la ville.*

Helga Mondésir (ANCT-ONPV)

Introduction

Pour son 6^e rapport, l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) s'intéresse au thème des vulnérabilités et ressources des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Concentrations urbaines de pauvreté définies en 2014 par la loi Ville et cohésion urbaine, les QPV sont, par construction, concernés par d'importantes disparités avec leur agglomération environnante sur les trois piliers des contrats de villes :

- la cohésion sociale : une inégale réussite scolaire des jeunes avec des taux de réussite au brevet inférieurs à ceux des territoires environnants, une orientation plus importante vers des filières technologiques ou courtes (Robin, 2021) ; et dans le domaine de la santé, une prévalence du surpoids, du diabète et de l'hypertension (Oswalt, 2020) ;
- l'emploi et le développement économique : des difficultés quant à l'insertion professionnelle des jeunes, un taux de chômage 2,5 fois supérieur à celui des unités urbaines englobantes dans un contexte de relatif dynamisme de la création d'entreprises, en particulier, dans le secteur du transport (Robin, 2021) ;
- le cadre de vie : des résidents davantage concernés dans leur quartier par la délinquance, le bruit et les dégradations que ceux des unités urbaines englobantes (Rémila 2020) ; une mauvaise image des quartiers, qui s'améliore néanmoins à la télévision entre 2018 et 2019 (Bienaime-Besse, Koffi, 2021).

La vulnérabilité : une notion d'origine médicale progressivement utilisée en sciences sociales

D'origine médicale, essentiellement pédiatrique, psychiatrique et gériatrique, le vulnérable est celui « qui peut être blessé, frappé par un mal physique » (Le Robert) ou au sens figuré « qui peut être facilement atteint ». Pour partie cantonnée au contexte de sciences environnementales dans les années 70, la notion de vulnérabilité est ensuite utilisée dans les années 90 en sciences sociales, avant de rentrer dans le sens commun. Le sociologue Robert Castel la définit comme la sphère où se combinent « la fragilité des liens sociaux primaires et familiaux et la précarité sur le marché du travail » (Castel, 1991). Chez son homologue Dominique Lhuillier, elle est « une zone intermédiaire entre l'intégration et la désaffiliation » (Lhuillier, 2017). Quant à Guillaume Le Blanc, il définit la vulnérabilité sociale comme « une hantise d'être exclu, d'être débarqué de la société » (Le Blanc, 2011).

La reconnaissance des fragilités des individus et des groupes sociaux induite par la notion de vulnérabilité suppose chez certains chercheurs de prendre en compte la capacité d'actions des

acteurs : la vulnérabilité se donne aussi à voir comme une ressource et un facteur d'innovation (Calvat, Chatel, de Hennezel, 2020).

Cette articulation entre fragilité sociale et ressources individuelles ou collectives des habitants est d'ailleurs fondatrice pour la politique de la ville qui, du rapport Dubedout de 1983 à la loi Ville et cohésion urbaine de 2014, fonde les politiques publiques dans les quartiers sur la reconnaissance des difficultés multiples de ces territoires, d'une part, et sur la nécessaire participation des habitants à la conception et au déploiement des politiques publiques, d'autre part (Leclerc, 2021).

Approcher les quartiers à partir de la notion de vulnérabilité implique de ne pas considérer uniquement les difficultés des habitants pour ce qu'elles sont. Il s'agit également de les considérer comme des facteurs de fragilité et de risque en période de crise. Cette approche s'inscrit également en 2021 dans un contexte où les données sur les conséquences de la crise liée à la Covid-19 sont encore peu nombreuses. Dans ce contexte de crise, le présent rapport tente d'identifier les fragilités sur le plan du logement, de l'emploi et des professions occupées, ainsi que du numérique, qui exposent davantage les habitants des QPV.

Cinq études et deux fiches éclairent plus spécifiquement les vulnérabilités des QPV :

- Les habitants des 1296 quartiers prioritaires de la politique de la ville de France métropolitaine ;
- Les 55 quartiers prioritaires de la politique de la ville des Antilles et de Guyane : des quartiers aux profils variés, globalement plus défavorisés qu'en France métropolitaine ;
- Séroprévalence du SARS-CoV-2 et inégalités sociales au temps du premier confinement – zoom sur la situation des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Les personnes en emploi résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville sont les « nouveaux vulnérables » dans le contexte de crise sanitaire ;
- 22 % des habitants de QPV ont des difficultés à déclarer leurs impôts en ligne ;
- La sur-occupation des logements dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- La mobilité au temps de la Covid-19 pour les Franciliens des QPV.

En l'absence de travaux sur le contexte de crise au moment de la rédaction du présent rapport, une revue bibliographique offre un panorama des études qualitatives réalisées sur le thème des ressources des quartiers. Elle envisage en particulier leur caractère situé, c'est-à-dire l'importance du quartier dans la création de liens générateurs de dons, de faveurs et de services.

Les habitants des QPV de France métropolitaine : une population jeune mais également concernée par le vieillissement de sa population

Situés dans des unités urbaines de plus de 10000 habitants, les 1296 QPV de France métropolitaine concentrent, par construction, des populations à faibles revenus. Le profil de leurs habitants a peu évolué depuis l'entrée en vigueur de cette géographie de la politique de la ville en 2015. En 2018, le revenu disponible médian de leurs habitants reste en moyenne très inférieur à celui des habitants de France métropolitaine (13 770 € contre 21 730 €) et le taux de pauvreté y est 3 fois plus important (44,7 % contre 14,6 %)¹.

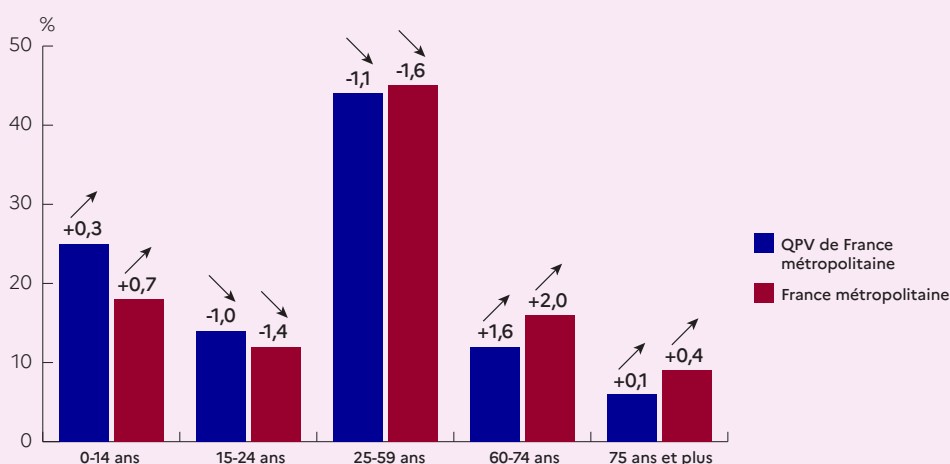
Ce taux a progressé de 1 point de % entre 2012 et 2017 en QPV contre 0,2 point de % en France métropolitaine (Oswalt, 2021).

Les QPV sont traditionnellement associés à la jeunesse de leurs habitants. De fait, les moins de 25 ans y représentent 39,1 % de la population, soit une part largement supérieure à celle des unités urbaines englobantes (31,3 %) ou de France métropolitaine (29,9 %). La proportion des plus de 60 ans est, elle, inférieure en QPV (17,2 %, contre 23,7 % dans les unités urbaines englobantes et 25,4 % en France métropolitaine - Robin, Drony, 2021).

Néanmoins, la dynamique démographique observée depuis 2010 suggère que les QPV sont aussi concernés par le vieillissement de la population que les autres territoires. La part des plus de 60 ans augmente en QPV entre 2010 et 2016 (+ 1,7 point de % - Graphique 1), alors que celle des autres classes d'âge reste stable ou diminue. L'évolution de la part des seniors en QPV, entre 2010 et 2016, est différenciée entre hommes et femmes. Alors qu'au niveau national la part des jeunes seniors de 60-74 ans a évolué

Graphique 1

Répartition de la population par tranches d'âge (en %) en QPV et France métropolitaine et son évolution entre 2010 et 2016 (en points de %)



Source : Insee, recensement de la population - estimations démographiques 2010 et 2016.

Champ : population vivant dans les QPV de France métropolitaine et en France métropolitaine.

Traitements : ANCT-ONPV.

Note de lecture : en 2016, les 0-14 ans représentaient 24,6 % des résidents en QPV contre 18,1 % en France métropolitaine. Cette part a progressé de 0,3 point entre 2010 et 2016 en QPV et de 0,7 point au niveau national.

¹. Selon l'Insee, le taux de pauvreté est le pourcentage de la population dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian de France métropolitaine. Pour en savoir plus sur l'évolution de cet indicateur, se référer à la fiche « Pauvreté monétaire et minima sociaux en France métropolitaine » des chiffres clés.

de façon similaire selon le sexe (+ 2 points de %), la part des femmes de 60-74 ans en QPV a augmenté de façon plus prononcée (+1,9 point de % contre +1,2 point de % pour les hommes).

Les dynamiques diffèrent également selon le type de quartiers. Le vieillissement de la population entre 2010 et 2016 est plus important dans les « quartiers HLM de petites unités urbaines » et dans les « quartiers HLM de banlieue éloignée »² que dans les « centres anciens » où la part des plus de 60 ans était déjà supérieure à la moyenne des QPV (Graphique 2).

Les personnes de nationalité étrangère, nombreuses en QPV (21,8 % de la population contre 9,2 % en France métropolitaine), en particulier dans les « quartiers HLM de banlieues éloignées » (24,4 %), sont en augmentation depuis 2010 (+ 3,2 points de % en QPV contre + 0,8 point dans l'ensemble de la France métropolitaine). Les étrangers sont particulièrement concernés par le vieillissement. Ils représentent 24,3 % de la population de la classe d'âge des 60 à 74 ans, contre 21,8 % toutes classes d'âges confondues. De plus, la part des étrangers parmi les 75 ans et plus résidant en QPV a augmenté entre 2010 et 2016 passant de 14,4 % à 19,3 %,

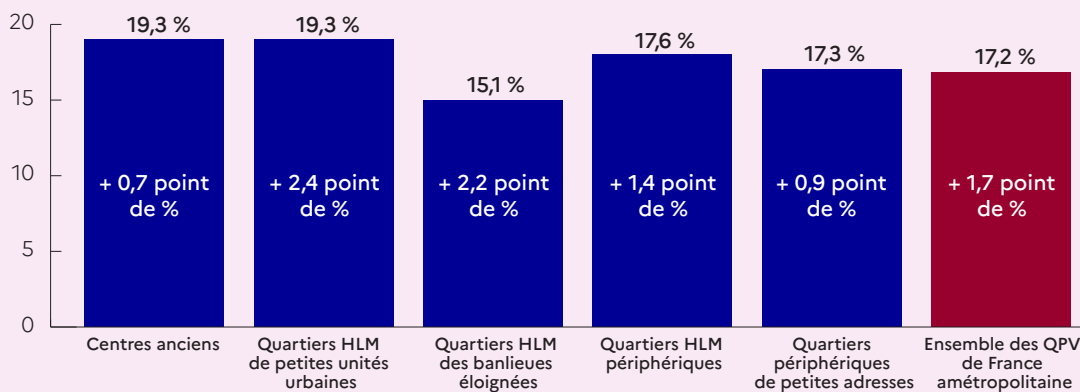
signe probable d'un vieillissement sur place des personnes venues travailler en France dans les années 1960 et 1970.

Enfin, les femmes âgées sont plus touchées que les hommes âgés par l'isolement. Alors que les femmes, toutes classes d'âges confondues, représentent 54,1 % des ménages d'une personne en QPV, elles représentent 64,7 % des ménages d'une personne de 60-74 ans et 80,6 % de ceux de 75 ans et plus. Cette répartition est similaire dans les unités urbaines englobantes et en France métropolitaine.

Ces fragilités sont exacerbées dans les quartiers d'Antilles-Guyane, la question du vieillissement concernant particulièrement la Martinique et la Guadeloupe.

Graphique 2

Part des personnes de 60 ans et plus en 2016, selon le type de QPV et son évolution depuis 2010 (en %)



Source : Insee, recensement de la population - estimations démographiques 2016.

Champ : population vivant dans les QPV de France métropolitaine.

Traitements : ANCT-ONPV.

Note de lecture : en 2016, les personnes âgées de 60 ans et plus représentaient 19,3 % de la population des centres anciens contre 17,2 % de celle de l'ensemble des QPV. La part des 60 ans et plus a augmenté de 3,6 % entre 2010 et 2016 dans les quartiers de type « centres anciens ».

² Les analyses par types de QPV de cette étude s'appuient sur la typologie Cadre de vie du rapport 2016 de l'ONPV qui permet de distinguer cinq classes.

Les QPV d'Antilles-Guyane: des quartiers avec une population aux profils variés, globalement plus défavorisée qu'en France métropolitaine

Définis grâce à une méthode adaptée³, les 55 quartiers prioritaires d'Antilles-Guyane sont en moyenne plus défavorisés que ceux de France métropolitaine. Ils se trouvent dans des territoires présentant des difficultés économiques et sociales prégnantes. En 2017, le taux de pauvreté monétaire s'élève à un tiers en Guadeloupe et en Martinique, contre 14 % en France métropolitaine. La pauvreté est plus marquée en Guyane où elle touche une personne sur deux. Les difficultés sont, par construction, encore plus importantes dans les QPV de ces territoires. Dans des territoires aux dynamiques démographiques différentes, vieillissement de la population en Guadeloupe et en Martinique, natalité et immigration importantes en Guyane, les QPV sont en nombre et de profils variés. Les enjeux sont par conséquent variables selon les territoires (Creignou, 2021).

La Martinique est le territoire comportant le moins de QPV (7 QPV soit 71 % de la population), suivi par la Guadeloupe (16 QPV soit 15 % de la population). Quatre Guyanais sur dix résident dans l'un des 32 QPV que compte le territoire⁴.

En Guyane, quatre types de quartiers se distinguent :

- les quartiers de Saint-Laurent-du-Maroni, commune frontalière du Suriname, atypiques à tous égards : ce sont des quartiers très défavorisés, parfois mieux lotis que les autres quartiers de la commune, en particulier s'agissant de la qualité des logements qui ont fait l'objet de la rénovation urbaine ;
- les quartiers urbains défavorisés et des populations fragilisées en marge des centres-villes dans l'agglomération du Centre Littoral (Matoury, Cayenne et Remire-Monjoly) ;

- proches des centres-villes, des quartiers moins précaires que les autres QPV de Guyane : ceux de Kourou, Macouria et le quartier du centre-ville de Saint-Laurent-du-Maroni ;
- davantage de logements vacants et de personnes seules dans les quartiers du centre-ville de Cayenne.

En Martinique, dans les QPV, 37 % des habitants se déclarent au chômage, plus de la moitié des résidents est sans diplôme et un Martiniquais sur deux vit sous le seuil de pauvreté. La vacance des logements y est très élevée : un quart des logements, soit 3 fois plus que dans les QPV de France métropolitaine, sont vacants. Les QPV se trouvent majoritairement dans ou à proximité des centres-villes. Ils ont donc globalement une bonne accessibilité aux services, en particulier à Fort de France et au Lamentin, communes qui concentrent les services du département.

Deux types de QPV se distinguent néanmoins :

- des quartiers avec une part importante de logement sociaux, de logements collectifs et un faible taux de vacance : Haut-Dillon à Fort de France et Cité Lacroix Terre Pointe Lynch au Robert où la population est plus jeune ;
- cinq autres quartiers se démarquant par une surreprésentation des seniors et des logements individuels.

Dans les QPV de Guadeloupe, 41 % des habitants se déclarent au chômage et la moitié des habitants est sans diplôme.

Trois types de QPV se distinguent :

- aux Abymes et à Pointe-à-Pitre, les QPV urbains abritent une population plus diplômée ;
- Bourg-Saint-Robert (Baillif) et Bananier-Haute Plaine (Capesterre-Belle-Eau) sont deux QPV moins défavorisés sur le plan de l'emploi ;
- des habitants sont particulièrement défavorisés dans les autres QPV de Basse-Terre, Capesterre-Belle-Eau et Pointe-à-Pitre/Les Abymes, Le Moule et Sainte-Rose.

Ces vulnérabilités, dans les QPV de France métropolitaine et d'Antilles-Guyane, interpellent dans un contexte de crise liée à la Covid-19. À ce stade, aucune étude ne permet d'appréhender ce contexte dans les QPV des Ultramarins.

³. Décret n° 2014-1575 du 22 décembre 2014 relatif aux modalités de détermination des quartiers prioritaires de la politique de la ville particulières aux départements d'outre-mer, à Saint-Martin et à la Polynésie française

⁴. Les autres territoires ultramarins, La Réunion, Mayotte, la Polynésie française et Saint-Martin, comptent respectivement 49, 36, 76 et 2 QPV.

Plus exposés à la circulation du virus, les résidents des QPV étaient deux fois plus fréquemment positifs à la Covid-19 en mars 2020

À la sortie du premier confinement de mars 2020 (entre le 2 mai et 2 juin 2020), la première vague de l'enquête « Epidémiologie et conditions de vie » (EpiCov) est lancée par l'Inserm et la Drees, avec le concours de l'Insee et de Santé publique France pour :

- analyser la dynamique de l'épidémie SARS-CoV-2 à l'échelle nationale et à celle des QPV ;
- mesurer les effets des conditions de vie sur l'exposition au virus et, réciproquement, ceux de l'épidémie sur les conditions de vie.

Compte tenu des difficultés socio-économiques auxquelles ils sont confrontés, les habitants des

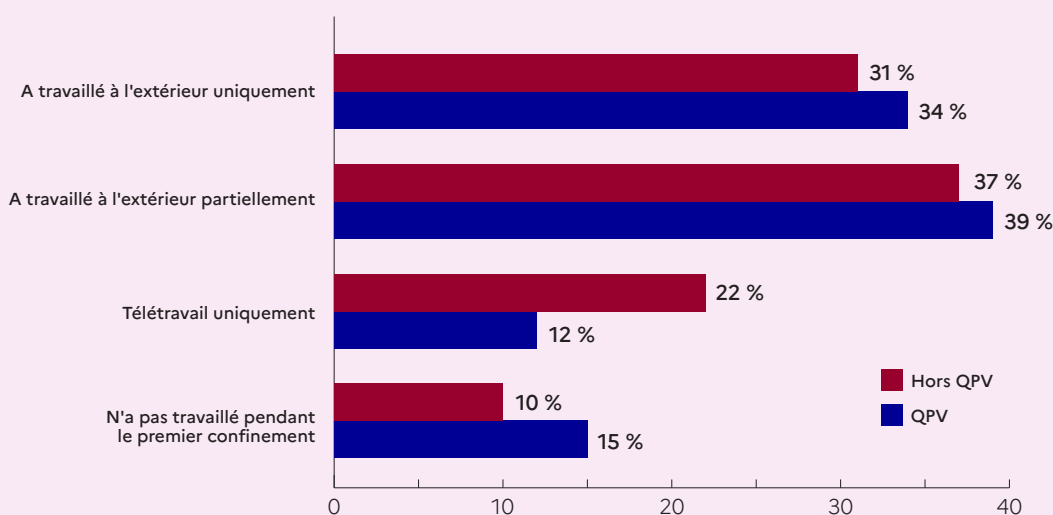
QPV sont plus vulnérables dans le contexte de crise liée à la Covid-19 (Bajos, Mondésir, Robin, 2021).

À la sortie du premier confinement, ils avaient développé des anticorps au SARS-CoV-2 deux fois plus fréquemment que les habitants du reste du territoire (8,2 % contre 4,5 %). Cette prévalence au virus dans les QPV peut s'expliquer notamment par des conditions de vie exposant plus fortement leurs habitants à la contamination :

- une forte densité de population des communes dans lesquelles sont implantées les QPV : 74 % des personnes résidant en QPV interrogées vivent dans une commune densément peuplée contre 35,7 % hors QPV. Or, les personnes habitant dans une commune très densément peuplée sont deux fois plus nombreuses à être positives à la Covid-19 en mai 2020 (6,4 %, contre 3,3 % des habitants des communes de densité intermédiaire et 3,4 % des habitants des communes peu denses) ;
- des logements exigus : en 2016, 14 % ménages dans les QPV de France métropolitaine occupent un logement sur-occupé⁵ contre 4,8 % de l'ensemble des ménages de France métropolitaine (Gallic, Lequien, 2021) ;

Graphique 3

Organisation du travail pendant le premier confinement



Source : enquête EpiCov V1-2020 Inserm/Drees.

Champ : France métropolitaine, Martinique, Guadeloupe et Réunion. Personnes de 18 à 64 ans vivant en ménage ordinaire ou institution (hors Ehpad et prisons) ayant un emploi avant le début du premier confinement.

Traitements : Inserm/Drees.

Note de lecture : 10,7 % des répondants à l'enquête EpiCov ayant un emploi avant le début du premier confinement déclarent n'avoir pas travaillé pendant le premier confinement. Parmi les répondants vivant en QPV, cette proportion est de 15,3 %.

- des risques d'exposition au virus plus importants dans la sphère professionnelle : si les arrêts d'activités ont été plus fréquents en QPV pendant le premier confinement de mars 2020 (15,3 % des résidents soit 1,5 fois plus que hors QPV), les habitants, compte tenu des professions qu'ils exercent, y sont moins nombreux à déclarer avoir télétravaillé (Graphique 3) pendant cette période (11,9 % contre 21,1 % de l'ensemble des actifs). 20,3 % de ces personnes en emploi déclarent avoir été au chômage partiel pendant toute la période du premier confinement (contre 15,1 % hors QPV).

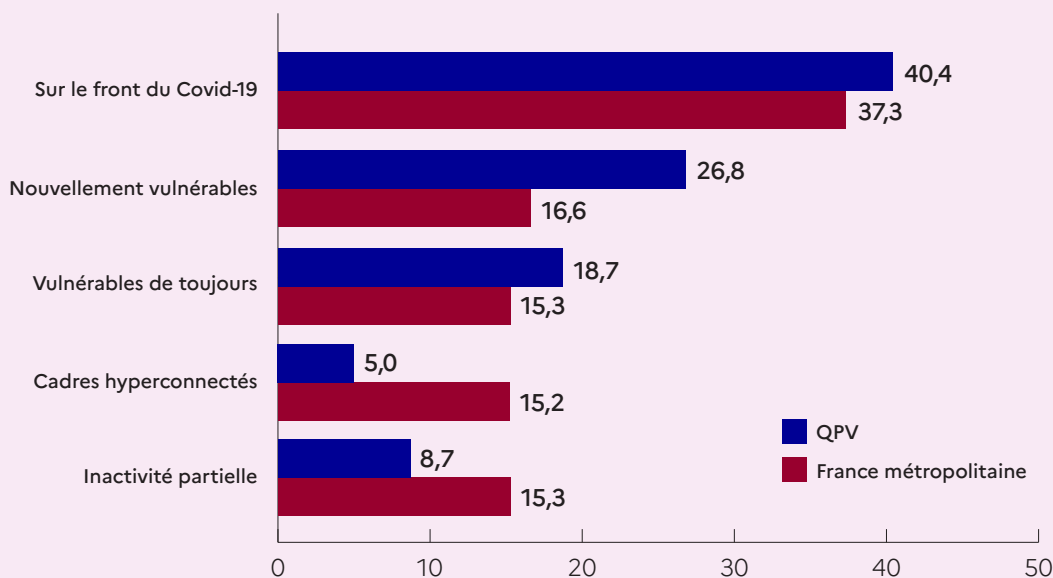
Les actifs des QPV sont les « nouvellement vulnérables » de la crise sanitaire

L'analyse des professions exercées par les habitants des QPV révèle que ces derniers occupent autant qu'au niveau national des professions « en première ligne face au coronavirus » (près de 40 % des personnes en emploi – Graphique 4, Robin, 2021).

Activités dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la propreté, de l'alimentaire et

Graphique 4

Répartition de la population en emploi selon les cinq groupes de professions exposées diversement lors du premier confinement de mars 2020, en QPV et au niveau national (en %)



Source : Insee, Enquête emploi en continu (EEC), 2017 à 2019.

Champ : France métropolitaine, personnes vivant en logement ordinaire, en emploi.

Traitements : ANCT-ONPV.

Note de lecture : parmi les personnes en emploi résidant en QPV, 40,4 % occupent une profession appartenant au groupe « sur le front du Covid-19 ». C'est 1,1 fois plus qu'au niveau national où la proportion est de 37,3 %.

5. Selon l'Insee, un logement est suroccupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à la norme d'« occupation normale », fondée sur le fait de disposer de : une pièce de séjour pour le ménage, une pièce pour chaque personne de référence de chaque famille occupant le logement, une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans ou plus, et pour les célibataires de moins de 19 ans : une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans, sinon, une pièce par enfant.

de sa distribution, de la protection de la population, les professions « sur le front du Covid-19 », considérées comme rendant des services indispensables aux personnes, ont été maintenues pendant le premier confinement. Ces professions, en contact avec le public (en moyenne 73 % des personnes occupant ces professions déclarent être en contact avec le public en face-à-face contre 51 % pour l'ensemble des professions), sont majoritairement occupées par des femmes : à 65 % contre 48 % pour l'ensemble des professions. Ces professions « sur le front du Covid-19 » se caractérisent enfin par des conditions de travail difficiles : recours au travail le week-end ou la nuit plus fréquent (respectivement 54 % et 12 % contre 40 et 9 % pour l'ensemble des professions), contraintes physiques notamment liées à des postures pénibles, au fait de rester longtemps debout ou encore de déplacer des charges lourdes. C'est le cas pour les agents d'entretien, les agents de gardiennage et de sécurité, les aides-soignants, respectivement 2,7 et 3,4 et 1,2 plus nombreux parmi les personnes en emploi des QPV.

Par ailleurs, les résidents des QPV exercent beaucoup plus fréquemment encore des professions « nouvellement vulnérables » (1,6 fois plus qu'au niveau national), c'est-à-dire relevant de secteurs dont l'activité a été ralentie ou stoppée pendant la crise sanitaire. Les personnes en emploi dans ce groupe de profession, majoritairement des hommes (62 %), sont vulnérables économiquement. Ils cumulent, outre le fait d'être dans des

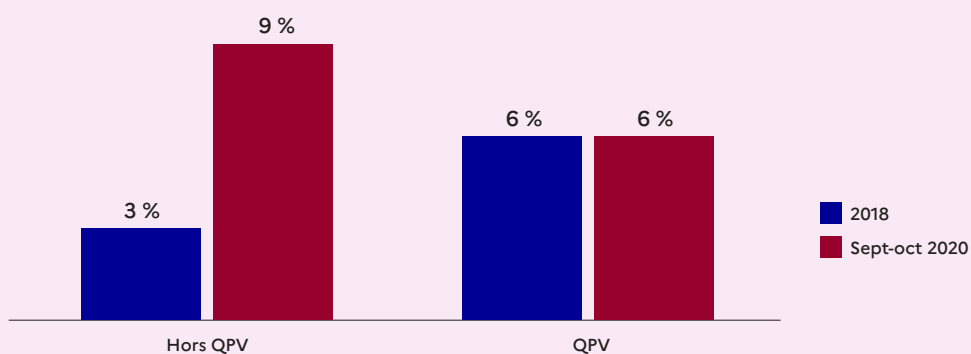
secteurs à l'arrêt, un risque accru de chômage ou de faillite lié à leurs statuts précaires (CDD, intérim, contrat saisonnier ou encore travail indépendant sans salarié) et un risque plus élevé d'arrêt d'activité lié au fait que le travail à distance n'est pas possible. Par exemple, les employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie et de la restauration, famille professionnelle deux fois plus fréquente parmi les personnes en emploi résidant en QPV, ont été plus exposés à la cessation d'activité durant la crise sanitaire. Ces actifs ont pu bénéficier du chômage partiel pendant la crise.

Les « vulnérables de toujours », professions rattachées aux secteurs d'activité traditionnellement fragilisés en période de crise, sont également surreprésentés en QPV mais dans une moindre proportion. Il s'agit de professions majoritairement occupées par des hommes.

En raison des professions exercées par les personnes en emploi, le recours au télétravail est moins fréquent en QPV. L'impossibilité de télétravailler et les déplacements domicile-travail qui en résultent, augmentent l'exposition des habitants des QPV au virus de la Covid-19.

Graphique 5

Part des actifs qui ne se sont pas déplacés de la journée (en semaine)



Sources : EGT H2020 (Île-de-France Mobilités-OMNIL-DRIEA) / Résultats partiels 2018; enquête sur la mobilité au temps de la Covid-19 (Île-de-France Mobilités).

Champ : Île-de-France.

Traitement : Île-de-France Mobilités.

Lecture : la part des actifs résidant en dehors des QPV qui ne sont pas sortis de chez eux un jour donné est passée de 3 % en 2018 à 9 % en septembre-octobre 2020 dans le contexte de la crise sanitaire. Dans le même temps, cette part est restée stable à 6 % pour les actifs résidant dans les QPV.

En Île-de-France, une mobilité contrainte pour les résidents des QPV durant la crise liée à la Covid-19

En Île-de-France, le nombre moyen de déplacements quotidiens des personnes âgées de plus de 5 ans résidant en QPV et qui sortaient de chez elles un jour donné, n'a pas significativement évolué entre 2018 et septembre-octobre 2020 pour les habitants des QPV, passant de 3,9 à 3,8. Il a en revanche baissé plus fortement pour les autres Franciliens, passant de 4,2 déplacements par jour en 2018 à 3,8 en septembre-octobre 2020. Les déplacements en jour de semaine des actifs résidant en QPV ont également moins diminué. En septembre-octobre, la part de ces actifs qui ne se sont pas déplacés de la journée est restée stable à 6 % par rapport à la situation observée avant la crise en 2018, alors qu'elle a augmenté de 6 points de % pour l'ensemble des actifs franciliens hors QPV (Graphique 5). Pour ceux qui se sont déplacés, le nombre de déplacements quotidiens n'a reculé que de 5 % contre 13 % pour les autres actifs hors QPV (Mahieu, 2021).

Moins équipés d'ordinateurs personnels, smartphones ou tablettes, les habitants des QPV utilisent moins le numérique pour leurs activités quotidiennes

Durant la crise liée à la Covid-19, le numérique et ses usages ont joué un rôle clé dans la vie quotidienne (école à la maison, télétravail, démarches

administratives notamment). Dans une enquête nationale réalisée par téléphone du 21 janvier au 17 juin 2019 (enquête CAPUNI), l'Observatoire du numérique et de l'innovation⁶ associé au Groupement d'intérêt scientifique Marsouin a interrogé 7 500 habitants de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus. L'exploitation de cette enquête permet d'analyser le niveau d'équipement et les savoir-faire numériques des habitants des QPV (Rémila, Le Bras, 2021).

En 2019, 87 % des habitants des QPV de France métropolitaine âgés de 18 à 59 ans sont équipés d'un smartphone (91 % des habitants de France métropolitaine), 75 % d'un ordinateur à la maison (89 % des habitants de France métropolitaine) et 48 % d'une tablette (contre 54 %). En QPV, les motifs de non possession d'un smartphone sont d'abord le fait de ne pas maîtriser cet outil, puis le coût des abonnements (Graphique 6).

Les personnes qui ont pour langue première une langue autre que le français (allophones) ou qui ne maîtrisent pas la lecture, l'écriture ou le calcul (situation d'illettrisme) sont également susceptibles d'être surreprésentées parmi les habitants de QPV⁷. Certaines de ces caractéristiques peuvent être à l'origine de freins, en termes financiers ou de savoir-faire, à l'usage des technologies numériques.

Ainsi, au total, en 2019, 97 % des habitants âgés de 18 à 59 ans ont utilisé Internet au moins une fois au cours des trois derniers mois. Si, à âge, revenu et autres caractéristiques identiques (caractéristiques socio-économiques, taille de l'unité urbaine de résidence et équipements numériques), les habitants des QPV âgés de 18 à 59 ans utilisent aussi souvent Internet que l'ensemble des habitants des unités urbaines (UU) englobant un QPV pour prendre un rendez-vous médical, ils l'utilisent moins que les habitants des unités urbaines englobantes pour faire leurs courses en ligne ou pour réaliser des opérations bancaires. En outre, ils jugent moins facile d'effectuer des tâches administratives en ligne, en particulier celles qui touchent aux impôts et à la Caisse d'allocations familiales.

Ces difficultés quant aux usages du numérique ont pu être exacerbées en période de crise sanitaire pour réaliser les démarches du quotidien.

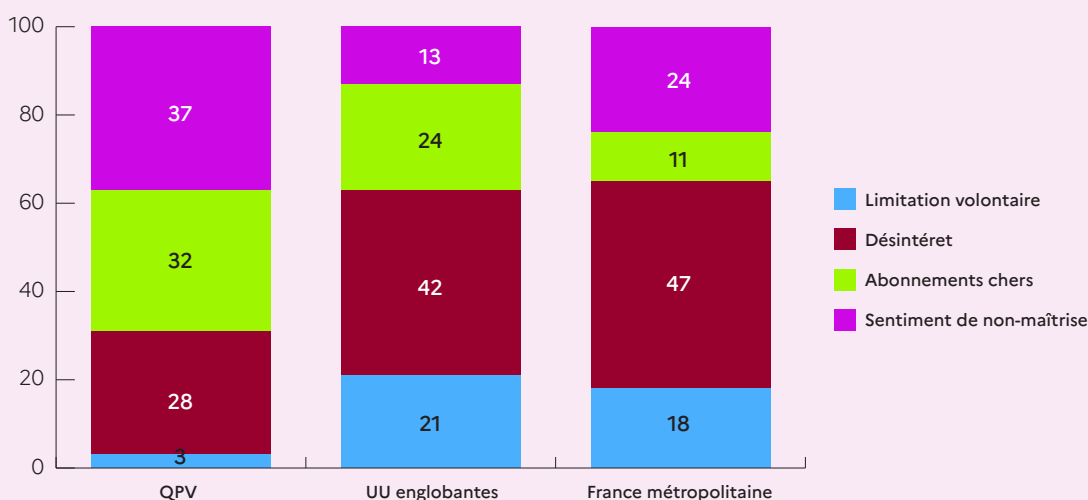
Selon une note de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp), les élèves ayant été scolarisés dans des établis-

6. <https://omni.marsouin.org/> (observatoire de Marsouin : <https://www.marsouin.org/>)

7. « La proportion de personnes en 2011 estimées en situation d'illettrisme est particulièrement élevée dans les zones urbaines sensibles (Zus), puisqu'elle s'élève à 15 % contre 7 % dans le reste du territoire », Rapport 2014 de l'Onzus, p. 131. Le zonage en Zus a depuis été remplacé par celui en QPV.

Graphique 6

Raisons évoquées pour ne pas posséder un smartphone selon le lieu de résidence



Source : enquête CAPUNI.

Traitements : observatoire Marsouin.

Champ : France métropolitaine, personnes ne possédant pas de smartphone.

Lecture : 37 % des habitants de QPV qui ne possèdent pas de smartphone évoquent un sentiment de non maîtrise de cet outil.

sements du réseau d'éducation prioritaire⁸ lors du premier confinement sont moins nombreux à déclarer avoir utilisé des supports traditionnels (le crayon, les feuilles de papier ou les cahiers). Ils sont également moins nombreux à déclarer avoir utilisé l'imprimante et l'ordinateur. En revanche, ils ont nettement plus utilisé le téléphone et, dans une moindre mesure, la tablette et la télévision (Baude et al., 2021 - Graphique 7).

Dans ce contexte, lors du premier confinement de mars 2020, les crédits alloués à la politique de la ville par l'Etat (programme 147) ont été mobilisés pour favoriser la continuité éducative. Jusqu'à 15 % des enveloppes territoriales allouées au titre des cités éducatives ont été mobilisés pour l'achat de matériel informatique (Langa, Malaret, Touchard, 2021).

D'autres ressources ont pu également être mobilisées par les habitants durant cette période. Néanmoins, les travaux sur ce sujet étant en cours, les études qualitatives déjà réalisées sur « l'à côté » des politiques socio-urbaines per-

mettent de dresser un panorama des ressources informelles des quartiers populaires (Leclecq, 2021).

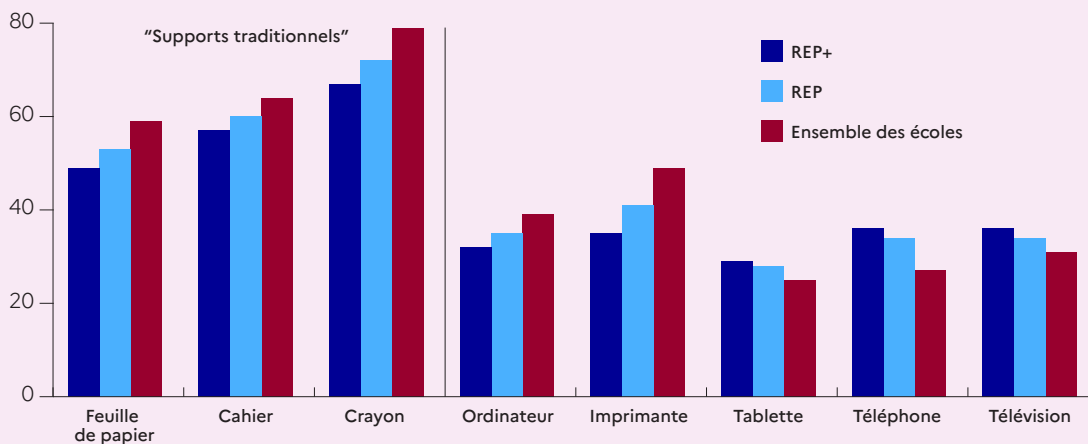
Quelles ressources pour les habitants des quartiers populaires ?

Objet de peu de travaux quantitatifs, les ressources des quartiers populaires, c'est-à-dire les moyens utilisés par les individus et les groupes sociaux pour faire face aux difficultés dans leur vie quotidienne, constituent un des thèmes centraux de la politique de la ville. Ce sujet souvent traité via la question de la participation des habitants et de la co-construction des politiques publiques, revêt des dimensions multiples et interroge les politiques socio-urbaines, notamment dans le contexte de crise liée à la Covid-19. Souvent informelles et concernant des aspects

⁸ Les géographies de la politique de la ville et de l'éducation prioritaire convergent : 70,8 % des écoles qui se situent à moins de 100 m d'un QPV appartiennent à un réseau d'éducation prioritaire (REP ou REP+), contre 5,8 % pour les écoles plus éloignées (Robin, 2021).

Graphique 7

Objets utilisés par les élèves de CP et de grande section pour travailler pendant le premier confinement selon le secteur de l'établissement, en %



Champ : élèves de CP et de CE1 de France métropolitaine + Drom + Polynésie française + Saint-Pierre-et-Miquelon, Public + Privé sous contrat.

Source : questionnaire adossé aux évaluations Repères 2020, MENJS-DEPP.

Traitements : ANCT – ONPV.

Réf. : Note d'Information, n° 21.19 © Depp.

multiples de la vie des habitants (liens sociaux, emploi, culture, épargne collective...), ces ressources s'incarnent parfois de façon plus formelle dans des associations, des structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) qui soutiennent ces formes d'innovation sociale.

Les liens entre les habitants sont une ressource collective

Les ressources des quartiers populaires sont caractérisées par leur caractère situé. Les relations entre leurs habitants sont basées sur la proximité et la réciprocité. Ce type de liens, s'ils ne sont pas spécifiques aux quartiers populaires, y apparaissent plus structurant dans la vie des familles. « C'est dans l'inscription de ces liens dans le territoire, et leurs rapports à la proximité, que les quartiers populaires s'éloignent sans doute le plus de ceux des classes moyennes (Ripoll, Fol, 2010), pour lesquels le territoire est plus apprécié comme « décor » (Simon, 1997) ou comme base d'une projection vers un territoire plus large (Vermeersch, 2011 ; Collet, 2013) » (Leclercq, 2021).

Ces liens s'insèrent dans des formes de sociabilité de proximité qui permettent de faire face aux difficultés du quotidien : pour trouver un travail, une aide sociale, surveiller les enfants, mais aussi rénover son logement ou s'organiser pour trou-

ver une alimentation saine au meilleur prix, de nombreux habitants trouvent un appui essentiel dans le quartier et les formes de sociabilités qui s'y déroulent (collectif Rosa Bonheur, 2019). Ces liens sont davantage développés par les catégories de population en difficultés d'insertion dans l'emploi salarié, en particulier les femmes et les jeunes.

La crise du Covid-19, en remettant sur la scène publique la forte exposition des habitants des quartiers populaires aux différentes crises, a aussi mis en valeur les capacités d'organisation de ses habitants, difficilement objectivables pour l'instant, mais faisant l'objet d'études en cours (Demoulin, Collectif Pop-Art, 2021 - encadré 1).

Le travail informel constitue parfois un revenu complémentaire

De nombreux travaux, dont ceux du collectif Rosa Bonheur, soulignent que le travail qualifié d'informel peut être une ressource économique complémentaire pour les habitants des quartiers populaires. Les activités qui en résultent permettent de faire le pont entre deux périodes de travail formel en contrat à durée déterminée. Constituant la principale source de revenus pour certains ménages, ce travail « à côté » s'appuie souvent sur des compétences acquises dans l'entreprise. Ces activités constituent une

ENCADRÉ 1 - SOLIDARITE COVID 19. RELATIONS DE PROXIMITE ET ASSOCIATIONS DANS LE QUARTIER DU BOIS DE L'ETANG ON

Dans le quartier du Bois de l'Etang, à La Verrière (Yvelines), le premier confinement a donné lieu à un double problème. Dans ce quartier qui fait l'objet d'un diagnostic mené par l'association APPUII dans le cadre de la mission « Solidarité Covid 19 » (<https://appuii.wordpress.com/2020/12/01/yvelines-78-comprendre-et-accompagner-les-nouvelles-formes-de-solidarite-face-a-la-crise-sanitaire/>) financée par la Fondation Abbé Pierre sur cinq villes et sept quartiers du département, les plus précaires et les plus isolés ont vu soudainement leur survie dépendre des formes de solidarité, tandis que les associations nationales de solidarité et les services publics peinaient à faire face à cette demande nouvelle. Dans ce contexte, une association locale

composée de jeunes du quartier, l'association Sibawayh, s'est organisée pour livrer des colis alimentaires aux plus âgés et aux plus précaires, et leur apporter un réconfort moral. Pour ce faire, ils se sont appuyés sur les contacts apportés par un groupe de femmes du quartier engagé de longue date dans des actions d'aide à la personne (administrative, domestique, sociale) sur le quartier. Ces deux acteurs ont ainsi utilisé les ressources offertes par la proximité et l'ancienneté de leurs relations, pour atteindre des personnes que les institutions et associations formelles ne parvenaient pas à atteindre. Pour autant, Sibawayh regrette l'absence de discussions avec ces différents acteurs de la solidarité alors même qu'ils poursuivent un but commun.

économie de subsistance ou un complément au salaire. Elles concernent la réalisation de réparations ponctuelles, la confection d'œuvres artisanales, l'entretien d'un potager, destinés à se nourrir, à faire baisser certains coûts de la vie quotidienne. En cela, travail formel et informel constituent un continuum dans ces quartiers.

Dans le cadre d'une enquête sur la mécanique de rue menée entre 2016 et 2017 à Stains et Villiers-le-Bel, Abou Ndiaye, Agnès Deboulet et Khedidja Mammou (2019, p. 3) ont ainsi établi que « ces mécaniciens gagnent en moyenne 1 400 euros par mois, mais cette somme cache de grandes disparités. Les plus bas revenus tournent autour de 300 euros, contre 2 200 euros pour les plus hauts. Avec ses gains mensuels, un mécanicien nourrit en moyenne huit personnes, dont près de trois enfants à charge » (Ndiaye, Deboulet, Mammou, 2019).

Ces activités, souvent illégales et considérées comme polluantes, sont souvent combattues par les pouvoirs publics. Néanmoins, certaines collectivités lui donnent une place dans l'espace public à travers la création de garage coopératif, en fournissant un accompagnement à l'organisation de la profession. Le Conseil national des villes, dans son avis de 2019, recommande de reconnaître les initiatives issues de l'économie informelle dans les quartiers populaires et de valoriser les compétences et savoir-faire associés.

L'ESS constitue un des vecteurs pour la reconnaissance ces formes d'innovations sociales.

L'économie sociale et solidaire : un des leviers pour la reconnaissance et la valorisation des ressources des quartiers populaires

Incité par les lois Hamon et Lamy de 2014, l'ESS contribue à la valorisation des ressources des quartiers populaires et à de l'innovation sociale dans les quartiers populaires. Constituées à 83 % d'associations, les structures de l'ESS agissent ainsi comme des créateurs et des incubateurs de ressources pour des populations que les institutions parviennent difficilement à toucher. En France en 2019, près de 14 % des établissements de l'ESS se situaient dans des quartiers de la politique de la ville ou dans un rayon de 300 mètres autour de ces quartiers (ANCT, ESS France, 2019). Intervenant globalement dans les secteurs liés au social, à l'emploi, au logement, aux activités sportives et culturelles (Ibid.), ces établissements sont globalement plus présents dans les quartiers les plus éloignés des institutions, de même que dans les quartiers en grande difficulté par rapport à l'emploi et à l'activité économique (ONPV, 2019). Créateurs d'emplois, de services à la personne et de parcours sociaux ascendants chez certains des habitants mobilisés, certaines associations et collectifs du secteur insistent néanmoins sur les difficultés rencontrées dans le cadre de leurs actions (manque de locaux, d'emploi, de financements) (ANCT, ESS France, 2019).

Conclusion

À l'issue du premier confinement de mars 2020, les résidents des QPV étaient deux fois plus fréquemment positifs à la Covid-19 que ceux des autres quartiers. Ils apparaissaient plus exposés au virus en raison de leurs conditions de vie.

Résidant plus fréquemment dans des communes densément peuplées et dans des logements sur-occupés, ils sont également plus vulnérables en raison de leurs conditions d'emploi. Ils ont moins pratiqué le télétravail pendant le premier confinement, et en Île-de-France, en septembre-octobre 2020, la mobilité quotidienne des actifs résidant en QPV a moins diminué qu'ailleurs. S'ils exercent autant voire plus que les habitants des autres quartiers des professions rendant des services indispensables aux personnes en période d'épidémie, ils occupent davantage encore des professions dont l'activité a été ralentie ou stoppée. Ils ont par conséquent été davantage concernés par le chômage partiel, mesure prise par l'État pour amortir le choc de la crise et éviter les ruptures de contrats de travail. Les personnes en emploi résidant en QPV ont néanmoins davantage vu leur situation financière se dégrader.

Pour parer à l'urgence de la crise sanitaire, le programme 147 « politique de la Ville » a été mobilisé pendant le premier confinement de mars 2020, notamment pour garantir la continuité éducative et pour soutenir les associations de proximité. Et à l'issue du premier confinement, le lancement et le déploiement de l'opération « Quartiers d'été » a accompagné durant la période estivale les jeunes et leurs familles.

Les habitants des QPV ont pu également mobiliser des relations de proximité et d'entraide ainsi que l'emploi informel pour faire face aux difficultés du quotidien : les travaux qualitatifs sur le recours à ces ressources pendant la période de crise sont en cours. Des recherches antérieures soulignent néanmoins que ces ressources, souvent invisibles, constituent un potentiel pour l'action publique, notamment en termes de participation des habitants.



BIBLIOGRAPHIE

- Bajos N., Mondésir H., Robin J. (2021)**, *Séroprévalence du SARS-CoV-2 et inégalités sociales au temps du premier confinement – zoom sur la situation des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)*. ONPV, Rapport annuel 2020.
- Baude I., Ben Ali L., Bret A., Brncic Q., Etève Y., Fabre M., Heidmann L., Lacroix A. (2021)**, DEPP-B2-1 et B2-2, *Dispositif d'évaluation des conséquences de la crise sanitaire: comment les élèves ont-ils vécu le confinement de mars-avril*, Note d'Information, n° 21.19 © Depp, avril 2021.
- Bienaimé-Besse C., Koffi K. (2021)**, *Évolution des représentations des résidents de grands ensembles de banlieues populaires sur les chaînes de télévision*. ONPV, Rapport annuel 2020.
- Butler J. (2018)**, *Ces corps qui comptent*, Editions Amsterdam, 360 pages.
- Castel, R., (1991)**. « De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation ». Donzelot J. & al., *Face à l'exclusion, le modèle français*. Éditions Esprit, Paris, p. 137-168.
- Calvat T., Chatel T., de Hennezel E., Les personnes âgées, ambassadeurs de nos vulnérabilités et gisement de progrès**, Regards 2020/1 (N° 57), pages 53 à 63
- CNV, 2019 b.**, *Economie informelle et quartiers prioritaires: « Valoriser les savoir-faire économiques et soutenir les initiatives des habitants: un nouveau défi »*, https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2020-05/2019.8.10_-_avis_economie_informelle.pdf
- Collectif Rosa Bonheur (2019)**, *La ville vue d'en bas: travail et production de l'espace populaire*, Paris, Amsterdam Editions.
- Collet A. (2013)**, *Trajectoires résidentielles de classes moyennes et gentrification des anciens quartiers populaires: le cas du Bas Montreuil*, *Savoir|Agir*, 2(2), p. 41-48
- Creignou A. (2021)**, *Les 55 quartiers prioritaires de la politique de la ville des Antilles et de Guyane: des quartiers aux profils variés, globalement plus défavorisés qu'en France métropolitaine*. ONPV, Rapport annuel 2020.
- Demoulin J., Collectif Pop-Part, (2021)**, *Expériences du confinement de jeunes de quartiers populaires franciliens*, Métropolitiques, [En ligne] URL: <https://metropolitiques.eu/Experiences-du-confinement-de-jeunes-de-quartiers-populaires-franciliens.html>
- Dieusaert P., Roger B. (2019)**, *L'économie sociale et solidaire en quartiers prioritaires: plus de 10 000 établissements employeurs pour plus de 100 000 emplois*. ONPV, Rapport annuel 2018.
- Fol S. (2010)**. *Mobilités et ancrages dans les quartiers pauvres: les ressources de la proximité*, *Regards Sociologiques*, n°40, p. 27-43
- Gallic G., Lequien L. (2021)**, *La suroccupation des logements dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)*. ONPV, Rapport annuel 2020.
- Guisse N., Muller J., 2019**. *Les Français portent un regard sombre sur les quartiers « sensibles »*. CREDOC, ONPV, 16 p
- Langa L., Malaret O., Touchard M. (2021)**, *Les moyens financiers de la politique de la ville*. ONPV, Rapport annuel 2020.
- Le Blanc G. (2011)**, *Que faire de nos vulnérabilités ?*, Bayard, *Le Temps d'une question*, 212 pages.
- Leclercq R. (2021)**, *Les ressources des quartiers populaires – Une revue de littérature sur l'à côté des politiques socio-urbaines*. ONPV, Rapport annuel 2020.
- Lhuillier D. (2017)**, *Quelle reconnaissance des vulnérabilités au travail ?*, *Perspectives interdisciplinaires sur le travail et la santé* [En ligne].
- Mahieu O. (2021)**, *La mobilité au temps de la Covid-19 pour les Franciliens des QPV*. ONPV, Rapport annuel 2020.
- Ndiaye A., Mamou K., Deboulet A. (2019)**, *La mécanique de rue: vertus cachées d'une économie populaire déniée*. Métropolitiques.eu, Métropolitiques, ffhal-02615305
- Oswalt N. (2021)**, *Chiffres clés – Pauvreté dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)*. ONPV
- Oswalt N. (2020)**, *La santé des habitants en quartier prioritaire de la politique de la ville: une moins bonne perception de l'état de santé et une plus forte prévalence du surpoids et de certaines pathologies*. ONPV, Rapport annuel 2019.
- Rémila N. (2020)**, *Moins d'un habitant des quartiers prioritaires sur quatre juge son quartier « tout à fait » agréable à vivre*. ONPV, Rapport annuel 2019.
- Rémila N., Le Bras P. (2021)**, *22 % des habitants de QPV ont des difficultés à déclarer leurs impôts en ligne*. ONPV, Rapport annuel 2020.



Robin J. (2021), *La démographie d'entreprises : une forte croissance du nombre d'entreprises implantées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) en 2019*. ONPV, Rapport annuel 2020.

Robin J. (2021). *Les écoles relevant des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) : 70 % appartiennent à un réseau d'éducation prioritaire (REP ou REP+)*. ONPV, Chiffres clés – Education dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Robin J., Drony E. (2021), *Les habitants des 1296 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de France métropolitaine*. ONPV, Rapport annuel 2020.

Robin J. (2021), *Les personnes en emploi résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) sont les nouveaux vulnérables dans le contexte de crise sanitaire*. ONPV, Rapport annuel 2020.

Simon P. (1997). *Les usages sociaux de la rue dans un quartier cosmopolite*, *Espaces et sociétés*, n° 90 – 91, p. 43-68

Thonon M., Lévrier S., Bottriaux J., Tantot A., Coubard C. (2021), *L'économie sociale et solidaire (ESS), une chance pour les territoires fragiles*, ANCT, Agir.

Vermeersch S. (2011). *Bien vivre au-delà du « périph » : les compromis des classes moyennes*, *Sociétés contemporaines*, 3(3), p. 131-154. <https://doi.org/10.3917/soco.083.0131>